



ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



13^e RÉUNION INTERAMÉRICAINNE AU NIVEAU MINISTÉRIEL SUR LA SANTÉ ET L'AGRICULTURE

Washington, D.C., 24-25 avril 2003

Point 10.1 de l'ordre du jour provisoire

RIMSA13/11 (Fr.)

22 mars 2003

ORIGINAL : ANGLAIS

INNOCUITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES : LES ENJEUX DE L'ÉLEVAGE ET DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

Samuel C. Jutzi

Directeur, Division de la Production et de la Santé animales
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Rome, Italie

TABLE DES MATIERES

	<i>Page</i>
Récapitulatif.....	3
Elevage et produits de l'élevage : les enjeux.....	4
Production de bétail salubre, propre et équitable : diverses possibilités.....	17
Elevage et sécurité alimentaire [Composante diversification du Programme Special de la FAO pour la sécurité alimentaire (SPFS)].....	19
Elevage et environnement	20
Elevage et réduction de la pauvreté	21
Maladies animales limitant la productivité du secteur et sa contribution aux buts du Développement international – Cadre global de lutte contre la fièvre aphteuse et d'autres maladies animales transfrontalières (GF-TAD)	22
Conclusions.....	24
Références	

Récapitulatif

1. La production de bétail s'accroît plus rapidement que toute autre filière agricole et, d'après les prévisions, en 2020, l'élevage produira plus de la moitié de la production agricole mondiale du point de vue valeur. Les implications de tels développements dynamiques pour les biens publics nationaux et internationaux, par exemple, la viabilité à long terme de la base de ressources naturelles, la santé publique (vétérinaire) et l'égalité sociale, vont s'avérer extrêmement importantes. Aussi, existe-t-il des risques parallèles et également des possibilités à exploiter.
2. Un élevage pratiqué à des densités d'animaux plus élevées dans des écologies humides et chaudes augmente la fréquence et l'exposition aux agents de maladies animales, tant endémiques qu'épidémiques, ainsi que les zoonoses. De nouvelles maladies sont susceptibles de se présenter et celles existant déjà pourront évoluer du point de vue biologique et épidémiologique de nouvelles manières éventuellement dangereuses.
3. L'intensification et l'industrialisation de la production de bétail s'accompagnent du risque de pollution des sols, de l'eau et de l'atmosphère lorsqu'il n'existe pas de législation environnementale ou quand celle-ci n'est pas appliquée. Une production pratiquée à échelle plus grande, souvent accélérée par la possibilité d'externalisation non limitée de coûts sociétaux et environnementaux dans le cadre d'opérations à grande échelle et à forte utilisation de capitaux, entraîne la marginalisation des petits producteurs ruraux, alors que les marchés sont en plein essor.
4. Dans bien des parties du monde, les systèmes de pacage extensif sont source de dégradation environnementale à cause d'un cheptel excessif et d'une prise en charge et gestion inadéquates, tant des troupeaux que des pâturages. Souvent, les incursions en terres arables et la rivalité entre les espèces sauvages et domestiques exacerbent de telles pressions. Quand les terrains de parcours sont encore aménagés en détruisant les forêts naturelles, ce processus s'accompagne de coûts lourds de conséquences pour l'environnement.
5. Face aux changements structurels importants et rapides du secteur de l'élevage, les gouvernements et l'industrie doivent procéder aux préparations nécessaires pour cette transformation continue à l'aide de politiques et d'investissements qui satisferont les demandes du consommateur, amélioreront la nutrition, les possibilités directes de croissance de revenus pour le pauvre et qui mitigeront les problèmes pour l'environnement et la santé publique. De telles politiques et de tels investissements créeront un contexte favorable en renforçant la productivité et la compétitivité du secteur de l'élevage par le biais d'interventions techniques dans les domaines de la prise en charge des maladies animales, de la production animale et de la technologie post-

moisson, tout en veillant à l'égalité des chances grâce à la suppression de déformations au niveau de politiques qui érigent et maintiennent des barrières, essentiellement pour les petits exploitants qui ont du mal à pénétrer sur les marchés.

6. Il existe divers exemples de collaboration interinstitutionnelle du Programme d'Élevage de la FAO traitant les questions mises en exergue : (1) la Composante Diversification du Programme spécial de la FAO pour la Sécurité alimentaire (SPFS) ; (2) l'Initiative Elevage-Environnement et Développement (LEAD) ; (3) le mécanisme de politiques de l'élevage en faveur du pauvre (PPLPF); et le cadre global FAO/OIE pour la lutte progressive contre la fièvre aphteuse et autres maladies animales transfrontalières (GF-TAD).

Elevage et produits de l'élevage : les enjeux

7. L'importance du secteur de l'élevage pour l'agriculture mondiale est en train de s'accroître très nettement. En effet, la production de bétail s'accroît plus rapidement que toute autre filière agricole et, d'après les prévisions, en 2020, l'élevage produira plus de la moitié du rendement agricole mondial en termes de valeur. Ce processus a été appelé la '*Révolution de l'élevage*' (Delgado *et al.*, 1999). Voici les tendances importantes du secteur mondial de l'élevage (1) accroissement rapide de la consommation des produits de l'élevage dans les pays en développement ; (2) transition géographique relative de l'élevage passant des zones tempérées et sèches à des environnements plus chauds, plus humides et plus vulnérables aux maladies ; (3) changement dans les pratiques liées à l'élevage, passant d'une activité locale et polyvalente à une entreprise de plus en plus axée sur le marché et intégrée verticalement ; (4) pression plus forte et rivalité exercées sur les ressources communes de pacage et les points d'eau ; (5) unités de production industrielle à plus grande échelle situées près des centres urbains, d'où le risque de grave dommage environnemental et risques de santé publique animale et vétérinaire, déjà graves et s'accroissant ; et (6) augmentation rapide et importante de l'utilisation d'aliments pour bétail à base de céréales. De tels développements sont en train de se faire sans qu'il existe des politiques et règles institutionnelles sous-jacentes. Leurs implications peuvent s'avérer sérieuses pour les biens publics nationaux et internationaux, par exemple, la viabilité de la base de ressources naturelles, la santé publique (vétérinaire) et l'égalité sociale. Aussi existe-t-il des risques importants dont il faut tenir compte, mais également des possibilités à exploiter.

8. L'élevage représente l'utilisateur de terres le plus important au monde, tant directement (pacages) qu'indirectement, par l'entremise de terres arables pour les cultures fourragères et autres aliments du bétail (FAO, 1996). Cette utilisation croîtra probablement. L'évolution du secteur de l'élevage est guidé par des changements dans les régimes alimentaires en faveur des produits animaux (Delgado *et al.*, 1999), ce qui influence, à son tour, les décisions et modes de production agricole (par exemple,

l'utilisation de céréales pour l'alimentation des animaux). Dans les pays en développement, la consommation par habitant des produits animaux reste encore moins du tiers de celle des pays industriels, indiquant ainsi une expansion possible de nature très importante du secteur de l'élevage dans les pays en développement.

9. Depuis 1960, la production mondiale de viande a plus que doublé ; la production de lait a pratiquement doublé et la production d'œufs a augmenté pratiquement de quatre fois. D'après Delgado *et al.* (1999), la production et la consommation mondiales de viande continueront à croître, passant de 233 millions de tonnes (2000) à 300 millions de tonnes (2020), et le lait passera de 568 à 700 millions de tonnes sur la même période. La production d'œufs augmentera également de 30% en plus. La consommation annuelle de viande par personne dans les pays en développement, dans son ensemble, a plus que doublé de 1964/1966 à 1995/1997, passant de 10,2 kg par an à 23,1 kg, soit une augmentation de 2,7% par an et, d'après les prévisions, elle devrait passer à 37 kg par personne en 2030 (FAO, 2003). La consommation moyenne de lait et de produits laitiers a également augmenté de 50% dans les pays en développement et continuera à s'accroître, passant de 45 kg en 1997/1999 à 66 kg par personne en 2030. Cette hausse est particulièrement rapide pour la volaille puisque la consommation par personne a quintuplé. La consommation de viande de porc accuse également une hausse sensible. L'essentiel de cette croissance a été enregistré en Chine. Aussi, existe-t-il une transition structurelle importante en train de se faire dans le secteur. Alors que continue à s'accroître la population humaine, que s'intensifie l'urbanisation et qu'augmentent les revenus, on prévoit que la demande cumulée pour des produits de l'élevage et la production de bétail dans les pays en développement doubleront dans les 20 ans à venir (Delgado *et al.*, 1999).

10. La hausse prononcée de la demande pour des protéines animales ces 20 à 30 dernières années a été satisfaite en grande partie par l'accroissement, dans le monde entier, d'un élevage intensif, surtout la volaille. La tendance se maintiendra probablement alors que s'accroissent les revenus en termes réels dans les économies émergentes. La production de viande de volaille a augmenté : de 9 millions de tonnes en 1960, à 15 millions de tonnes en 1970, à 26 millions de tonnes en 1980, à 41 millions de tonnes en 1990, et à 68 millions de tonnes en 2000, surpassant ainsi la production de bœuf (60 millions de tonnes en 2000).

11. On note un accroissement continu de la production de bétail dans les pays en développement, avec des taux d'accroissement annuel pour la viande de bovin, la viande d'ovin, la viande de porc, la viande de volaille, le lait et les œufs se situant dans une fourchette allant de 3,7% à 9,4% pour la période 1989-1999 (Tableau 1). En revanche, sur la même période, la production dans les pays industrialisés a diminué, exception faite de la volaille (Figure 1). Cette baisse reflète essentiellement la chute de la production de bétail dans les pays en transition.

Tableau 1. Elevage par produit : passé et projeté (FAO, 2003)

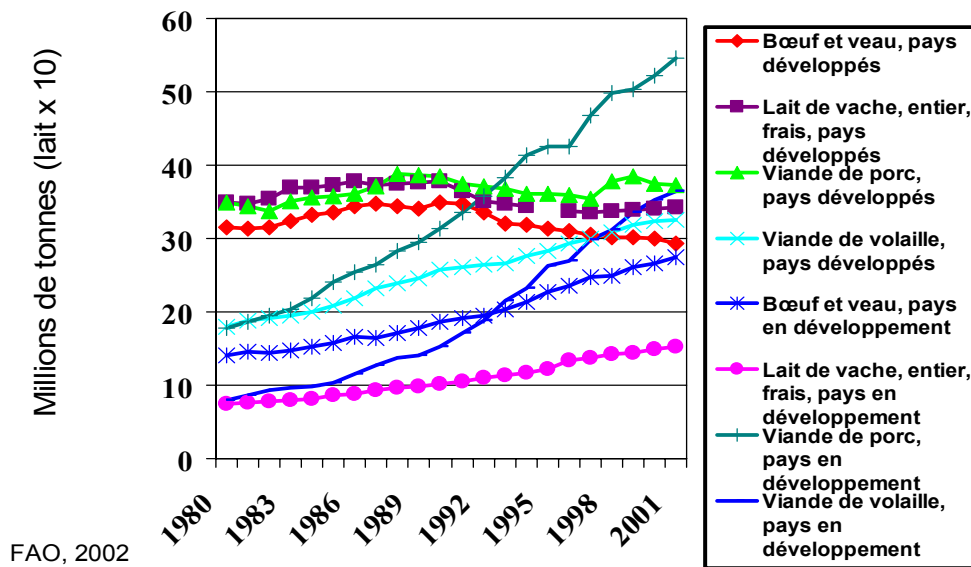
	1967/1969	1987/1989	1997/1999	2015	2030	1969- 1999	1989- 1999	1995/1997 -2015	2015- 2030
	millions de tonnes					pourcentage par an.			
Total viande									
Monde	92	166	218	300	376	2,9	2,7	1,9	1,5
excl. Chine	84	142	162	218	277	2,1	1,3	1,8	1,6
Pays en développement	28	66	116	181	247	5,2	5,9	2,7	2,1
excl. Chine	21	41	60	98	147	3,8	3,9	3,0	2,7
excl. Chine et Brésil	18	34	47	79	123	3,5	3,3	3,1	2,9
Afrique subsaharienne	3	4	5	9	16	2,3	2,2	3,3	3,5
Amérique latine	10	19	28	43	58	3,5	4,5	2,6	2,1
excl. Brésil	7	11	15	24	33	2,5	3,1	2,7	2,3
Proche-Orient/Afrique du Nord	2	5	7	13	19	4,4	3,8	3,5	2,9
Asie du Sud	3	5	7	13	23	3,7	2,8	3,6	3,9
Asie de l'Est	10	33	69	103	131	7,1	7,6	2,4	1,6
excl. Chine	3	8	13	21	32	5,1	4,1	3,0	2,8
Pays industriels	46	71	85	99	107	1,9	1,8	0,9	0,5
Pays en transition	17	29	17	20	22	0,0	-6,4	0,8	0,8
Viande de bovins									
Monde	38,0	53,7	58,7	74,0	88,4	1,4	0,8	1,4	1,2
Pays en développement	11,8	19,3	28,0	41,2	55,0	3,0	3,8	2,3	2,0
excl. Chine	11,7	18,4	23,2	33,5	44,1	2,5	2,2	2,2	1,8
excl. Chine et Brésil	10,0	14,4	17,3	25,2	34,1	2,0	1,5	2,3	2,0
Afrique subsaharienne	1,6	2,2	2,6	4,3	6,7	1,5	1,7	3,0	3,0
Amérique latine	6,8	10,4	13,1	18,2	22,5	2,5	2,1	1,9	1,4
excl. Brésil	5,1	6,5	7,2	9,9	12,5	1,4	0,4	1,9	1,6
Proche-Orient/Afrique du Nord	0,7	1,3	1,8	2,8	4,1	3,2	3,4	2,4	2,6
Asie du Sud	1,7	3,1	4,0	5,7	7,4	3,1	2,3	2,1	1,7
Asie de l'Est	1,0	2,3	6,4	10,1	14,4	6,4	11,5	2,7	2,4
excl. Chine	0,8	1,4	1,6	2,5	3,5	2,1	2,3	2,6	2,2
Pays industriels	19,1	23,8	25,0	26,6	26,5	0,6	0,6	0,4	0,0
Pays en transition	7,0	10,6	5,7	6,3	6,9	-0,3	-7,5	0,5	0,6
Viande d'ovins									
Monde	6,6	9,1	10,8	15,3	20,1	1,9	1,4	2,1	1,8
Pays en développement	3,0	5,0	7,4	11,2	15,4	3,4	3,7	2,5	2,1
Afrique subsaharienne	0,6	0,9	1,3	2,2	3,4	2,8	3,5	3,1	3,0
Proche-Orient /Afrique du Nord	0,9	1,5	1,8	2,6	3,5	2,3	1,9	2,2	2,0
Asie du Sud	0,6	1,1	1,3	2,1	3,1	3,5	1,4	2,6	2,6
Asie de l'Est	0,4	1,1	2,5	3,8	4,8	7,0	8,1	2,6	1,5
Pays industriels	2,4	2,8	2,7	3,1	3,5	0,6	-0,8	0,9	0,8
Pays en transition	1,3	1,3	0,8	0,9	1,1	-1,0	-6,4	1,3	1,1
Viande de porc									
Monde	34,1	66,3	86,5	110,2	124,5	3,2	2,7	1,4	0,8
excl. Chine	28,1	46,2	48,1	57,9	66,2	1,7	0,4	1,1	0,9
Pays en développement	9,7	28,0	49,3	69,5	82,8	6,1	5,7	2,0	1,2
excl. China	3,8	7,9	10,9	17,2	24,5	3,7	3,4	2,7	2,4
Amérique latine	1,8	3,0	3,9	6,0	7,8	2,1	3,9	2,5	1,8
excl. Brésil	1,1	1,9	2,3	3,4	4,4	1,7	2,8	2,3	1,8
Asie de l'Est	7,6	24,2	44,3	61,6	71,9	6,8	6,0	2,0	1,0
excl. Chine	1,6	4,0	5,9	9,3	13,6	5,1	3,3	2,8	2,5
Pays industriels	16,6	26,0	29,3	32,3	33,1	1,8	1,4	0,6	0,2
Pays en transition	7,7	12,3	7,9	8,4	8,6	-0,1	-5,3	0,4	0,1

Tableau 1. Elevage par produit : passé et projeté (FAO, 2003) (suite)

	1967/1969	1987/1989	1997/1999	2015	2030	1969- 1999	1989- 1999	1995/1997 -2015	2015- 2030
	million de tonnes					pourcentage par an			
Viande de volaille									
Monde	12,9	37,2	61,8	100,6	143,3	5,2	5,4	2,9	2,4
excl. Chine	12,1	34,6	51,2	81,4	117,5	4,8	4,1	2,8	2,5
Pays en développement	3,3	13,2	31,3	59,1	93,5	7,9	9,4	3,8	3,1
excl. Chine	2,5	10,6	20,7	39,9	67,7	7,4	7,2	4,0	3,6
excl. Chine et Brésil	2,2	8,6	15,6	31,9	56,4	6,9	6,4	4,3	3,9
Afrique subsaharienne	0,3	0,7	0,9	1,9	4,1	3,8	2,6	4,3	5,1
Amérique latine	1,0	4,7	10,5	18,2	27,3	7,8	9,0	3,3	2,7
excl. Brésil	0,7	2,7	5,4	10,2	16,0	6,7	8,4	3,8	3,0
Proche-Orient/Afrique du Nord	0,4	2,1	3,2	7,1	11,6	7,7	5,2	4,7	3,3
Asie du Sud	0,2	0,5	1,1	3,9	10,6	7,7	7,2	7,9	6,9
Asie de l'Est	1,5	5,3	15,5	27,9	39,9	8,5	11,7	3,5	2,4
excl. Chine	0,7	2,6	4,9	8,7	14,1	7,3	6,1	3,4	3,2
Pays industriels	8,1	18,8	27,7	37,5	44,1	4,0	3,9	1,8	1,1
Pays en transition	1,5	5,2	2,9	4,1	5,7	1,6	-6,7	2,0	2,3
Lait (lait entier)									
Monde	387	528	562	715	874	1,3	0,6	1,4	1,3
Pays en développement	78	149	219	346	484	3,6	4,1	2,7	2,3
excl. Chine et Brésil	69	128	189	301	425	3,5	4,1	2,8	2,3
Afrique subsaharienne	8	13	16	26	39	2,7	1,9	3,0	2,8
Amérique latine	24	40	57	81	105	2,6	3,9	2,1	1,8
excl. Brésil	17	26	36	52	69	2,2	4,0	2,1	1,9
Proche-Orient/Afrique du Nord	14	21	28	41	56	2,3	3,1	2,2	2,1
Asie du Sud	30	65	104	174	250	4,5	4,9	3,1	2,4
Asie de l'Est	3	10	15	25	34	6,9	4,5	2,9	2,2
excl. Chine	1	4	5	8	12	7,3	3,2	3,0	2,4
Pays industriels	199	236	246	269	286	0,7	0,5	0,5	0,4
Pays en transition	110	144	97	100	104	-0,3	-4,6	0,2	0,2
Œufs									
Monde	18,7	35,6	51,7	70,4	89,9	3,4	4,2	1,8	1,6
Pays en développement	4,9	16,2	33,7	50,7	69,0	7,0	8,0	2,4	2,1
excl. Chine	3,2	9,5	13,5	24,6	37,8	5,0	3,4	3,6	2,9
Afrique subsaharienne	0,3	0,7	0,9	1,8	3,4	3,7	2,6	4,0	4,1
Amérique latine	1,2	3,6	4,6	7,3	10,4	4,5	2,5	2,8	2,3
Proche-Orient/Afrique du Nord	0,4	1,5	2,2	3,6	5,3	6,0	4,1	3,0	2,6
Asie du Sud	0,3	1,4	2,2	5,7	9,9	6,3	4,7	5,8	3,7
Asie de l'Est	2,6	9,1	23,8	32,1	40,0	8,3	10,7	1,8	1,5
excl. Chine	0,9	2,4	3,6	6,0	8,8	5,0	3,5	3,0	2,6
Pays industriels	10,7	12,8	13,7	14,8	15,5	0,6	0,9	0,5	0,3
Pays en transition	3,1	6,5	4,3	5,0	5,5	0,7	-4,7	0,8	0,7

Figure 1

Elevage dans les pays développés et en développement, 1980-2001



12. La production est en train de prendre un nouveau visage dans les pays en développement. En 1997/1999, leur part dans la production mondiale de viande s'élevait à 53% et, pour la production de lait, à 39%, alors qu'elle était de 40% et 28% uniquement 10 ans auparavant. Cette situation est partiellement imputable à la chute de la production dans les pays en transition, mais la tendance se vérifie même en l'absence de ce phénomène. D'après les prévisions, la croissance annuelle de production de viande et de lait dans les pays en développement s'élèvera à 2,4% et 2,7%, respectivement. Ces chiffres portent la part des pays en développement dans la production mondiale de viande d'ici 2030 à 66% (247 millions de tonnes), et pour la production de lait, à 55% (484 millions de tonnes).

13. De 1989 à 1999, la croissance de la production de viande blanche (porc et volaille) dans les pays en développement a été remarquable puisque qu'elle est plus du double de la croissance de viande de ruminant. Notons toutefois de nettes différences régionales. En effet, la croissance de la production de viande de volaille a été particulièrement spectaculaire en Asie de l'Est (11,7% par an) et en Asie du Sud (7,2% par an) et reflète l'intensification rapide de l'industrie de la volaille dans la région. L'Amérique latine connaît des taux de croissance annuelle de 9%. En Afrique

subsaharienne, le taux de croissance annuelle était de 2,6%, chiffre certes important mais nettement moindre qu'en Asie et en Amérique latine. La viande rouge (viande de ruminant) représentait presque 37% de la production de viande totale dans les pays en développement à la fin des années 80, mais a baissé à 31% en 1997/1999 et devrait continuer à diminuer, d'après les prévisions.

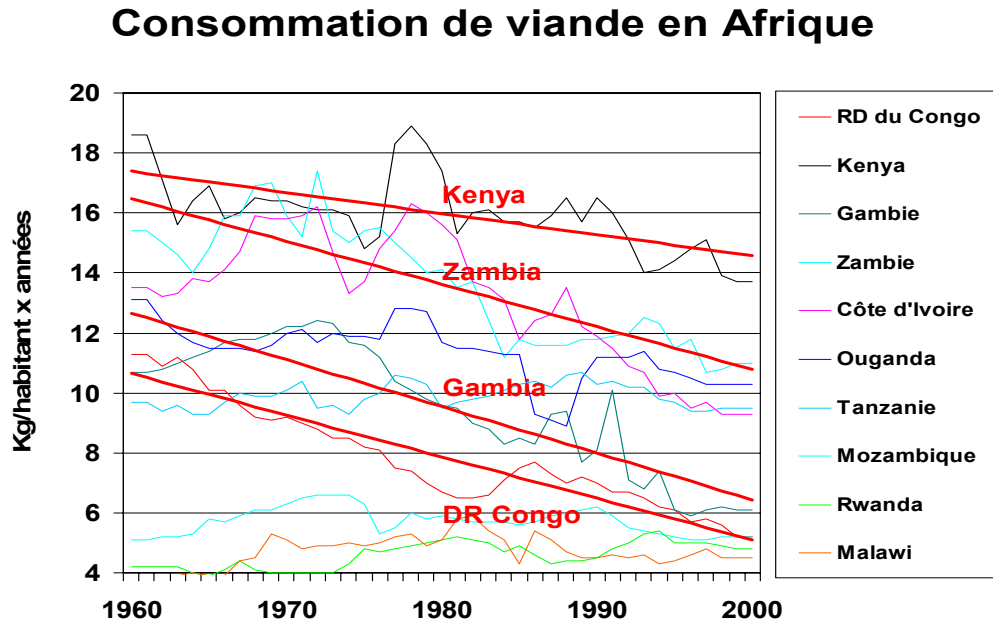
14. De même, la production d'œufs a augmenté dans les pays en développement pendant la décennie 1989-1999, accusant les mêmes différences régionales. Les taux de croissance annuelle pour l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne s'élevaient respectivement à 10,7%, 4,7% et 2,6%. L'Amérique latine connaissait un taux de croissance de 2,5% par an, alors que la production des pays industrialisés stagnait et, dans les pays en transition, la production a diminué de l'ordre de 4,7% par an. La production de lait de vache et de buffle dans les pays en développement s'est accrue au rythme de 4,1% par an sur la même période : c'est en Asie de l'Est (4,9%) que la croissance annuelle était la plus élevée et en Afrique subsaharienne (1,9%) la plus faible. La production de lait dans les pays industrialisés et en transition a suivi la même tendance que la production d'œufs.

15. Certes, il existe une nette hausse de la production mondiale de bétail, mais le mode de consommation est très inégal (Speedy, 2002). En effet, la consommation de viande aux Etats-Unis s'élève à 124 kg par habitant et par an, alors que la moyenne mondiale est de 38 kg. Les pays qui consomment le moins de viande se situent en Afrique et Asie du Sud. Les dix pays avec la consommation la plus faible de viande sont la Sierra Leone, la République démocratique du Congo, le Mozambique, le Sri Lanka, le Rwanda, l'Inde, le Malawi, la Guinée, le Burundi et le Bangladesh. La consommation dans ces pays s'élève entre 3 à 5 kg par habitant et par an. Cette consommation est compensée dans une certaine mesure au Bangladesh par une consommation plus élevée de poisson (17,5 kg) et en Inde et au Sri Lanka par une consommation plus élevée de lait (47,5 kg et 35,9 kg, respectivement).

16. Un grand nombre de pays africains se situent dans le quartile inférieur de la consommation de viande et de poisson pris ensemble, notamment le Bénin, le Maroc, le Cameroun, la Somalie, la Zambie, le Soudan, le Sierra Leone, l'Algérie, le Kenya, l'Angola, la Côte d'Ivoire, Djibouti, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Zimbabwe, le Lesotho, le Nigeria, le Malawi, la République démocratique du Congo, le Burkina Faso, le Niger, l'Ethiopie, le Burundi, l'Erythrée, le Mozambique et le Rwanda. Dans un grand nombre de pays africains, la consommation de viande par personne diminue de fait, chose préoccupante pour l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire (Figure 2). Egalement, dans cette catégorie inférieure, on a les pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes : le Guatemala, le Honduras, El Salvador, Haïti et le Nicaragua, les pays d'Asie centrale, des Balkans et du Caucase : l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, l'Afghanistan et le Tadjikistan, ainsi que des pays du

Moyen-Orient : la Syrie, le Yémen et l'Iraq et, en Asie du Sud : le Pakistan, le Népal, l'Inde et le Bangladesh.

Figure 2

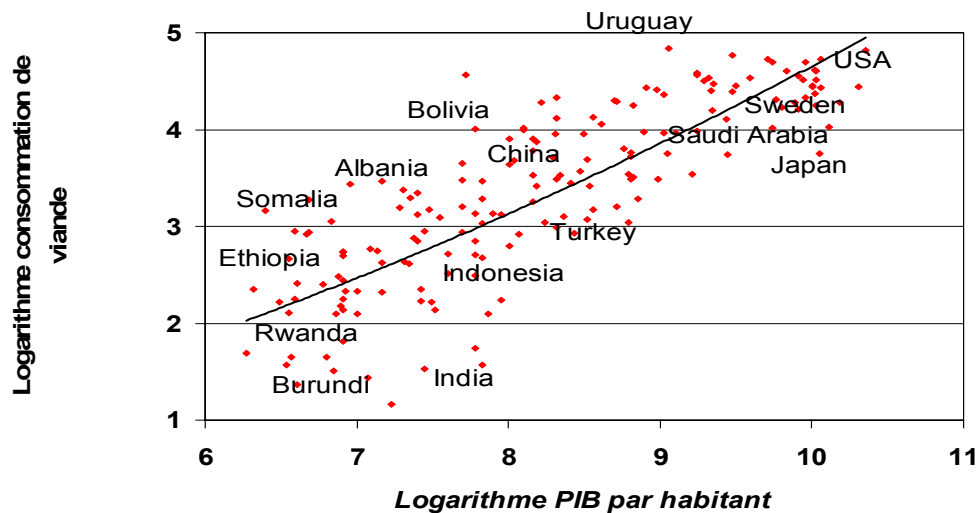


Source: FAOSTAT, 2002

17. La situation financière semble être le principal déterminant de la consommation de viande par habitant (Figure 3). Les pays africains pauvres se situent au bas de l'échelle et les pays développés riches au haut de l'échelle. Il existe des différences régionales et culturelles particulières reflétées dans la position de chaque pays sur le graphique. Les pays à élevage traditionnel sont au-dessus de la ligne (Somalie, Ethiopie). Le Rwanda, le Burundi et le Mozambique sont de faibles consommateurs de viande suite aux conflits dans ces pays. L'Inde est nettement en dessous de la ligne ; la Chine est au-dessus de la ligne. Les pays d'Amérique latine ont une consommation élevée de viande par rapport à leur PIB. Les pays du Moyen-Orient sont dans la moyenne et le Japon est nettement au-dessus de la ligne, mais la consommation de poisson est élevée. Les Scandinaves tendent à avoir une consommation plus faible de viande que par exemple, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis. Si l'on connaît bien la relation entre le PIB et la consommation alimentaire, y compris la viande, la relation inverse mérite par contre d'être étudiée : il existe une solide relation entre la croissance économique et les facteurs nutritionnels. L'effet de la nutrition sur la croissance économique semble être d'une part, direct, à savoir l'effet de la nutrition sur la productivité de la main-d'œuvre et d'autre part, indirect par l'entremise d'une espérance de vie plus longue.

Figure 3

Augmentations de la consommation de viande par habitant parallèlement avec les revenus



Source: Delgado et al., 1999

18. Dans les régions où existe une prévalence très élevée du VIH/SIDA, la production animale et les contraintes et possibilités de santé semblent très différentes des régions analogues du point de vue écologique, mais qui ne sont pas affectées par l'épidémie. En effet, un cheptel de grande taille est bien plus difficile à maintenir à cause de la sécheresse, des transports, etc. lorsque la population adulte et active est affaiblie et décimée par l'épidémie. Les petits ruminants conviennent mieux aux enfants qui survivent et aux personnes âgées qui doivent s'en occuper. Alors que l'épidémie décime les rangs de la population active, les connaissances concernant l'élevage diminuent et la santé baisse et, partant, le transfert de telles connaissances d'une génération à l'autre est interrompu, d'où une vulnérabilité et insécurité alimentaire bien plus graves dans les communautés rurales. Situation qui n'en est que plus pertinente vu que l'élevage est depuis toujours le principal moyen de subsistance dans les régions les plus affligées par l'épidémie, surtout en Afrique.

19. Des densités d'animaux plus élevées dans les écologies humides et chaudes augmentent la fréquence des maladies et l'exposition aux agents étiologiques, tant endémiques qu'épidémiques, y compris ceux les zoonoses. De nouvelles maladies risquent de se présenter et celles connues sont susceptibles d'évoluer, sur le plan biologique et épidémiologique, de nouvelles manières éventuellement dangereuses. La fréquence et la dynamique des flambées de cas et leur propagation géographique

augmentent de manière alarmante. Des pays et des régions qui, pendant longtemps, n'ont pas connu d'épidémie, sont à présent de plus en plus exposés au risque de propagation de maladies (fièvre aphteuse, CSF, grippe aviaire, fièvre catarrhale du mouton en Europe) suite à la mobilité internationale plus grande des personnes et des biens dans le sillon d'une plus grande libéralisation du marché. Les zoonoses, elles aussi, posent des risques importants souvent nouveaux et de plus en plus graves. Le BSE est un cas de figure. Par contre, il existe également des zoonoses parasitaires bien connues qui s'étendent sur des régions plus grandes conjointement à des changements dans les systèmes d'élevage.

20. L'intensification et l'industrialisation de l'élevage s'accompagnent du risque de pollution pour les sols, l'eau et l'atmosphère quand il n'existe pas de lois sur la protection de l'environnement ou quand celles-ci ne sont pas strictement appliquées. Une production à plus grande échelle, souvent accélérée par une externalisation de coûts pour la société et l'environnement, liée aux opérations à grande échelle et à forte utilisation de capitaux, accentuent la marginalisation des petits éleveurs des zones rurales malgré l'essor général des marchés. L'intensification et l'industrialisation de l'élevage impliquent également l'utilisation d'un cheptel plus uniforme du point de vue génétique pouvant modifier la diversité génétique animale disponible sur le plan local et, partant, accélérer l'érosion génétique. Les problèmes liés au bien-être animal accompagnant ces mêmes tendances prennent de plus en plus d'importance, notamment en tant qu'éventuelles barrières commerciales non tarifaires.

21. De rapides changements d'un secteur structurel entraînent inévitablement des écarts de plus en plus prononcés de point de vue information et connaissance, technologie, politique et institutions, tant sur le plan de l'ajustement nécessaire de la partie classique que de la configuration de la nouvelle partie du secteur en question. Les profonds changements au niveau de la consommation et de la demande mondiale pour des produits animaux, de pair avec les pressions de plus en plus fortes qui s'exercent sur les ressources, comportent certaines applications importantes pour les systèmes essentiels de production (Steinfeld, 2002).

22. Systèmes de pacage. Un quart des terres du monde servent au pacage. Un pacage extensif représente 30% de la production totale de bœuf et 23% de l'élevage de moutons (FAO, 1996). Dans les pays en développement, des systèmes de pacage extensif ont généralement permis d'accroître la production en augmentant le cheptel plutôt que par l'entremise de mesures d'accroissement de la productivité, menant souvent à une dégradation des pâturages. Alors que diminue la superficie des terrains de parcours suite à un empiètement toujours plus grand des terres arables, la dégradation des terres est souvent accentuée dans ces systèmes de production. Dans certaines régions, la rivalité entre la faune sauvage et le bétail intensifie encore la pression qui s'exerce sur les pâturages. Dans les endroits où les terrains de parcours sont encore créés en convertissant

des forêts naturelles, ce processus s'accompagne souvent de coûts lourds de conséquence pour l'environnement.

23. Systèmes de production agricole-élevage. Dans les pays en développement, la majorité de l'élevage de ruminants se trouve dans des systèmes agricoles mixtes, représentant, d'après les estimations, plus de 65% de la production de bœuf, 69% de la production de moutons et 92% du lait de vache (FAO, 1996). On connaît bien le caractère complémentaire entre l'agriculture et l'élevage. En effet, les cultures et les résidus des cultures servent d'alimentation au bétail et celui-ci fournit une traction animale, du fumier, de la nourriture, une forme d'épargne de garantie, une diversification des revenus et une réduction des risques. Si les espèces à cycle court, telles que les poulets et les porcs, revêtent souvent une importance très grande pour la sécurité alimentaire des ménages et les besoins immédiats de liquidités, seuls les ruminants peuvent convertir des matières très fibreuses et des fourrages en produits de grande valeur de peu voire aucune autre utilisation. D'après les estimations, 250 millions animaux de trait apportent la traction nécessaire pour la culture de presque la moitié des terres agricoles au total dans les pays en développement.

24. Systèmes intensifs d'élevage industrialisé. C'est en Asie que l'intensification est la plus prononcée puisque, dans cette partie du monde, il existe une pénurie de terres, mais d'amples réserves de main-d'œuvre relativement bon marché. Cette tendance a encouragé des systèmes intensifs à petite échelle, par exemple, « couper et emporter » et l'engraissement à l'étable, pratiques qui demandent beaucoup de main-d'œuvre mais peu de terres. Un meilleur accès aux capitaux permet d'investir dans la machinerie, les structures et les intrants tels que de meilleures espèces, une alimentation concentrée et des médicaments vétérinaires. Tout cela a eu pour conséquence une réduction de la valeur des autres utilisations du bétail, car la valeur de son produit alimentaire est devenue relativement plus importante. Aussi, la productivité s'est-elle accrue et explique-t-elle la transition, passant de la production de ruminants à des animaux monogastriques, tels que les porcs et la volaille.

25. En Afrique subsaharienne, la production laitière semi-intensive et intensive s'est développée proche des centres urbains et, dans les endroits où les conditions agro-écologiques le permettent, sur la base de fourrage cultivé et de produits secondaires agro-industriels. En Amérique latine, la production intensive de volaille et, dans une certaine mesure, la production laitière, se sont développées suite partiellement à l'urbanisation intense et à la reprise de la croissance économique dans les années 90.

26. Des systèmes de production à grande échelle intégrés verticalement, de nature industrialisée et intensive, qui se sont nettement développés dans le monde en développement, surtout en Asie de l'Est et en Amérique latine, utilisent des systèmes de matériel génétique amélioré et d'alimentation sophistiquée demandant une gestion

technique et commerciale très compétente. Ces systèmes dépendent également d'intrants sous forme d'aliments pour bétail à valeur énergétique élevée et riches en protéines, de mesures prophylactiques de santé animale et de quantités considérables de carburant fossile, tant directement qu'indirectement. Le transfert de ces types de systèmes de production a été facilité par l'aisance et la vitesse relatives avec lesquelles l'infrastructure et l'équipement nécessaires peuvent être transférés et activés dans les opérations « clés en main ». Ces dernières années, la production industrielle de bétail s'est accrue deux fois plus rapidement que le taux annuel des systèmes traditionnels d'agriculture mixte (4,3% contre 2,2%), et plus de six fois que le taux de croissance annuelle de la production reposant sur le pacage (0,7% ; FAO, 1996). C'est la production de porc et de volaille qui représente la plus grande expansion des systèmes industriels puisqu'ils possèdent des cycles de reproduction courts et sont plus efficaces que les ruminants pour convertir les concentrés alimentaires (céréales) en viande. Les entreprises industrielles représentent 74% et 40% de la production mondiale totale de viande de volaille et de porc, respectivement et 68% de la production d'œufs (FAO, 1996).

27. La production au niveau de la petite exploitation est entravée par un certain nombre d'obstacles, le manque de compétitivité et les facteurs-risques. Suite à l'impact combiné de ces contraintes, il n'est pas possible d'exploiter pleinement le potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté offert par la *'Révolution de l'élevage.'* Ces barrières ou obstacles prennent maintes formes :

28. Les obstacles financiers et au niveau des biens empêchent le petit exploitant agricole d'intensifier sa production à cause de l'investissement nécessaire qui dépasse souvent les capitaux qu'il possède. L'absence de forme novatrice de crédit ciblé, à petite et moyenne échelles, freine souvent la participation du pauvre à l'élevage et à la transformation commercialisés de produits animaux. L'accès aux terres devient un problème de plus en plus grave. Dans bien des parties de l'Asie et de l'Afrique, les petits éleveurs ont besoin d'utiliser les terres collectives, mais celles-ci sont de plus en plus limitées, alors qu'augmentent les demandes.

29. Les barrières techniques empêchent les petits producteurs de livrer efficacement un produit salubre et relativement uniforme sur le marché. Le fait qu'il n'existe pas une infrastructure adéquate pour la préservation de produits périssables amenuise le pouvoir de négociation des petits producteurs, surtout s'ils sont éloignés des centres de consommation. D'autres barrières techniques prennent la forme de conditions sanitaires (dont la santé animale) en tant que préalable au commerce. Une mauvaise santé animale, qu'elle soit réelle ou perçue comme telle, peut exclure des pays ou des groupes de pays des marchés internationaux, régionaux et locaux. Actuellement, les petits producteurs sont également tenus à l'écart du marché à cause du manque de technologies, de biens et services qui permettent d'appliquer les normes novatrices de qualité et d'innocuité des produits. Les obstacles sur le plan des maladies animales peuvent également agir comme

barrières techniques. Par exemple, la trypanosomiase empêche la production de ruminants dans d'importantes régions de l'Afrique humide et sub-humide. La lutte contre la mouche tsé-tsé et la trypanosomiase permettrait d'étendre la production suite à une utilisation plus grande des terres et à une taille plus grande du cheptel (McLeod et Leslie, 2000, p 16).

30. Les barrières sociales et culturelles limitent l'accès aux biens et services, y compris le marché, suite aux regroupements ethniques, à la classe, au sexe, à la langue, à l'éducation ou au manque de droits de propriété. Aussi, l'absence de mécanismes adéquats et de campagnes d'information a-t-elle entravé la participation équitable et efficace des groupements les plus vulnérables au processus de développement.

31. Le manque de compétitivité découlant de coûts plus élevés de production et de transaction dessert souvent les petits producteurs qui ne peuvent pas profiter des économies d'échelle liées aux unités plus grandes.

32. Généralement, les coûts de production sont plus élevés dans les entreprises de production à petite échelle, neutralisant tous les avantages de coût provenant de la valeur moindre de la main-d'œuvre familiale. Par ailleurs, il n'existe pas de données objectives pour informer les politiques et les institutions quant à l'impact de subventions déguisées ou manifestes susceptibles de faciliter l'offre de produits animaux bon marché vers les villes tout en pénalisant parallèlement les produits à petite échelle et compromettant par ailleurs la santé publique ou nuisant à l'environnement. Jusqu'à présent, le secteur public n'a pas pris les mesures nécessaires pour adapter ou diffuser de nouvelles technologies favorisant l'utilisation à petite échelle. L'absence de politiques et d'institutions qui permettent aux petites unités de production de prendre part aux avantages financiers liés à une production à grande échelle déforme encore davantage l'égalité des chances. En outre, les maladies peuvent faire grimper nettement les coûts de production. Divers types de maladies comportent différentes conséquences sur les systèmes de production et leur capacité à accroître la production, tel que décrit par McLeod et Leslie (2000). Les maladies de la Liste A (fièvre porcine, fièvre catarrhale, maladie de Newcastle, Peste des Petits Ruminants, variole des moutons et chèvres, peste bovine et fièvre de la vallée du Rift) comportent toutes des taux élevés de mortalité, entre 50% et 90% des animaux affectés. La fièvre aphteuse chez les bovins ne s'accompagne pas toujours d'une mortalité élevée, mais elle entraîne souvent des pertes importantes aux niveaux de la production de lait et du pouvoir de traction, ainsi que de la fécondité des animaux. Dans l'optique production, c'est l'helminthiase et les maladies transmises par tiques qui sont les plus graves. Les helminthes (vers) sont rarement mortels mais par contre, ils comportent de graves répercussions pour la productivité et la rentabilité. Certes, les helminthes peuvent être éliminés, mais la résistance du parasite aux médicaments, à cause de l'utilisation inadéquate d'antihelminthiques, est un problème de plus en plus grave. Les tiques peuvent transmettre des maladies, notamment la fièvre de la Côte Est dans les

pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, mais le coût de l'imprégnation avec des acaricides pour tuer les tiques devient prohibitif. Alors que s'intensifient les systèmes de production, les maladies qui se répercutent sur la performance de la reproduction, telles que la brucellose ou les déséquilibres nutritionnels prennent une gravité de plus en plus grande.

33. Les coûts de transaction peuvent être trop élevés pour les petits producteurs à cause des petites quantités de produits négociables et l'absence d'infrastructures physiques et de marché adéquats dans les zones reculées. Les coûts de transaction peuvent également augmenter lorsque les producteurs ne disposent pas de pouvoir de négociation ou n'ont pas accès à l'information sur le marché, restant ainsi dépendants des intermédiaires. Qui plus est, la difficulté à créer des associations de producteurs ou autres partenariats ne permet pas aux petits producteurs de réduire les coûts de transaction par l'entremise d'économies d'échelle. Le souhait de réduire les coûts de transaction pousse à l'intégration verticale, phénomène que l'on observe également dans les pays en développement, surtout pour la production de volaille et de porc, mais également pour les produits laitiers. Ces forces économiques sont encore renforcées parfois par des impositions gouvernementales sur les transactions de marché, par exemple, les aliments pour bétail, tel que le mentionnent Delgado et Narrod (2002) dans le cas des producteurs de volaille de l'Andhra Pradesh (Inde). L'impact combiné des gains économiques provenant de coûts de transaction moindres grâce à l'intégration verticale et de régimes fiscaux favorables tend à écarter du marché les petits producteurs indépendants.

34. Une réduction durable de la pauvreté dépend de la diminution du risque et de l'atténuation de ses répercussions sur les pauvres qui dépendent de l'élevage. La production à petite échelle s'accompagne d'une combinaison de risques tant au niveau de la commercialisation que de la production.

35. Les risques du marché concernent les fluctuations de prix, tant pour les intrants que pour les produits. Ces risques découlent souvent d'un faible pouvoir de négociation. Un grand nombre de petits producteurs ont dépassé l'agriculture ou l'élevage de subsistance reposant sur de solides mécanismes de prise en charge de risques, alors qu'ils ne disposent pas encore de biens ou de stratégies pour soutenir une pleine exposition aux risques de marché. L'absence de filets de protection pour résister aux chocs économiques, que l'on trouvera toujours sur de tels marchés, limitera une véritable participation du pauvre.

36. Les risques au niveau de la production concernent la dégradation des ressources et le contrôle des biens, les variations climatiques telles que les sécheresses et les inondations et les maladies infectieuses. Certes, les systèmes d'élevage, tant à petite échelle que de nature intensive, sont également exposés au risque de maladies épidémiques et de sécheresses, et pourtant, c'est le pauvre qui est particulièrement

vulnérable à ces types de chocs à cause de ses biens limités et du manque de plans d'assurance. Les services publics et privés dans les pays pauvres vulnérables aux maladies manquent presque toujours de capacité pour planifier de tels risques ou pour y répondre rapidement.

37. En règle générale, les interventions de développement dans le secteur de l'élevage n'ont pas été très réussies. Nul doute, le manque de technologies adéquates et de services appropriés pour les producteurs pauvres explique l'échec d'un grand nombre de projets de développement de l'élevage. Et pourtant, même dans les cas où les technologies ont été apportées et quand les pauvres ont été ciblés spécifiquement, dans bien des cas les projets techniques n'ont pas su apporter des améliorations importantes et durables au niveau de la subsistance des pauvres. L'analyse de ces situations montre qu'il est indispensable de créer un environnement institutionnel et politique favorable lorsqu'on cible les pauvres, en apportant une assise durable aux interventions en faveur du pauvre et en vérifiant que les stratégies d'intensification agricole ont un impact aux niveaux sociaux souhaités (LID, 1999 ; IFAD, 2001).

Production de bétail salubre, propre et équitable : diverses possibilités

38. Les changements structurels notables et rapides dans le secteur de l'élevage demandent aux gouvernements et à l'industrie de procéder aux préparations nécessaires de cette transformation continue à l'aide de politiques et d'investissements qui satisferont aux demandes du consommateur, amélioreront la nutrition, les possibilités de croissance de revenus directs pour le pauvre et qui réduiront les problèmes pour l'environnement et la santé publique. Il existe quatre piliers sur lesquels repose une stratégie souhaitable de l'élevage pour les pays en développement : (1) supprimer les déformations au niveau des politiques qui favorisent des économies d'échelle artificielles au niveau de l'élevage ; (2) renforcer les institutions participatives d'action collective pour les petits éleveurs qui leur permettent de s'intégrer et de négocier avec les transformateurs des produits animaux et les fournisseurs d'intrants ; (3) créer le contexte (organisationnel, institutionnel, juridique, réglementaire, technique) dans lequel les exploitants agricoles pourront augmenter l'investissement pour améliorer la productivité du secteur de l'élevage ; et (4) promouvoir des institutions réglementaires efficaces pour assumer la menace de crise environnementale et sanitaire provenant de l'élevage.

39. Il est capital de cerner et de cibler les changements de politiques et les réformes institutionnelles prioritaires nécessaires aux termes de différentes dynamiques sectorielles si l'on veut supprimer les contraintes qui empêchent actuellement aux pauvres de prendre part aux possibilités qu'offre l'élevage. Quand la croissance économique entraîne une demande toujours plus grande pour des produits animaux avec une réponse correspondante de production dynamique, il existe moult possibilités pour les petits producteurs de participer à ce marché de plus en plus compétitif. Par contre, quand il

n'existe pas une telle croissance économique, il s'agira avant tout de prendre des mesures pour améliorer les moyens de subsistance en vue de diminuer la vulnérabilité.

40. Malgré les tendances mentionnées dans la section précédente, la majorité des aliments, tant des végétaux que des animaux, consommés actuellement dans les pays en développement, sont encore produits par des exploitants pratiquant une agriculture de semi-subsistance. Aussi, la croissance projetée de la demande pour des produits animaux représente-t-elle une occasion unique pour le pauvre des zones rurales, puisqu'il pratique déjà l'élevage. De plus, il s'agit de l'un des rares marchés en plein essor auquel peut participer le pauvre sans avoir besoin de ressources importantes ou de formation. Pour 675 millions de pauvres dans les zones rurales, l'élevage est actuellement un moyen de subsistance (LID, 1999). Ces personnes dépendent pleinement ou partiellement de l'élevage pour le revenu et/ou la subsistance. L'élevage peut être une source régulière d'aliments et de revenus qui aide à renforcer la productivité et c'est souvent le seul moyen de survie pour celui qui ne possède pas de terres puisque l'élevage privé peut être pratiqué sur des terres collectives. De plus, au niveau du petit producteur, l'élevage est souvent le seul moyen pour accumuler des biens et diversifier les risques pour éviter de tomber dans le dénuement complet dans les zones rurales marginales. D'après les statistiques récentes, 70% des pauvres sont des femmes pour lesquelles l'élevage tient une part importante dans l'amélioration du statut économique et représente l'un des biens les plus importants et l'une des sources essentielles de revenus (DFID, 2000). La possession d'animaux tend également à accroître la consommation de protéines animales et crée des possibilités d'emploi en dehors de la famille immédiate.

41. Lors du Sommet mondial de l'Alimentation en 1996 et de la Déclaration de Rome sur la Sécurité alimentaire dans le monde et dans le Plan d'Action du Sommet mondial de l'Alimentation, la communauté internationale s'est engagée à lutter contre la faim dans le monde et a recommandé que soit prise une action concertée décisive contre la pauvreté en tant que cause principale de la faim. L'élimination de la pauvreté de pair avec la sécurité alimentaire sont des thèmes qui ont été repris par la Conférence de la FAO en novembre 1999 comme la première déclaration du Cadre stratégique de l'Organisation pour les années 2000 à 2015 (FAO, 1999).

42. Il existe une solide relation entre l'élevage et le pauvre des zones rurales. D'après les statistiques, nettement plus de la moitié de tous les pauvres des zones rurales du monde, et presque 70% d'entre eux étant des femmes, dépendent essentiellement de l'élevage comme moyen de subsistance. Le nombre des éleveurs pauvres pratiquant un élevage extensif s'élève à 135 millions, d'après les estimations, le nombre des pauvres vivant de l'agriculture mixte sous conditions pluviales à 385 millions et celui des éleveurs sans terres à 155 millions. De nombreux faits viennent montrer que les segments les plus pauvres de la population rurale tendent à dépendre davantage de l'élevage

comme source de revenus du ménage que les segments plus riches au sein de la même population.

43. Le cadre stratégique de la FAO 2000-2015 ébauche les cinq stratégies institutionnelles suivantes qui seront mises en œuvre en partenariat avec ses membres et institutions concernées :

- Elimination de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté dans les zones rurales (aux termes de la mission **équité**)
- Cadre de politiques et de réglementations (aux termes de l'orientation **politiques**)
- Croissances durables au niveau de l'offre et de la disponibilité de la nourriture (indiquant le besoin de veiller à la **pérennisation de la base de ressources naturelles**)
- Amélioration du processus décisionnel par l'apport d'information et d'évaluations et une meilleure gestion des connaissances (indiquant la tâche **de l'information et des connaissances**).

44. La Division de la production et la santé animales de la FAO met en œuvre ces stratégies institutionnelles de manière équilibrée, renforçant ainsi les biens publics internationaux qui sont les plus touchés par l'élevage, à savoir l'égalité sociale, la pérennisation de la base de ressources naturelles et la santé publique (vétérinaire). Quatre exemples choisis sont traités ci-après représentatifs des efforts déployés par la Division pour réaliser son programme en partenariat avec d'autres organisations et pour soutenir la contribution du secteur de l'élevage aux Buts du Développement international.

Elevage et sécurité alimentaire [Elevage dans la composante diversification du Programme spécial de sécurité alimentaire (SPFS)]

45. Le programme SPFS a pour objectif principal d'aider les pays, essentiellement les pays les moins avancés à améliorer la sécurité alimentaire, tant au niveau national que du ménage – grâce à des accroissements rapides de la production et de la productivité alimentaires, en réduisant les fluctuations d'une année à l'autre de la production – de manière viable du point de vue économique et environnemental et en élargissant l'accès de la population à la nourriture. L'hypothèse sous-jacente est la suivante : dans la plupart des pays les moins avancés, il existe des moyens viables et durables d'augmenter la disponibilité alimentaire mais ce potentiel est rarement exploité à cause de toute une gamme d'obstacles qui empêchent les agriculteurs de répondre aux besoins et de saisir les possibilités. Le SPFS devrait paver le chemin menant à une productivité accrue et un accès élargi à la nourriture en collaborant avec les agriculteurs et autres parties concernées pour cerner et supprimer de tels obstacles – qu'ils soient de nature technique, économique, sociale, institutionnelle ou de politiques – et pour démontrer les diverses

manières d'accroître la production. Une solide collaboration Sud-Sud est un point saillant du SPFS. Celui-ci comprend quatre volets complémentaires : contrôle de l'eau, intensification des systèmes de production agricole, diversification des systèmes de production, analyse et résolution des contraintes. L'élément élevage est introduit dans le volet diversification et met en exergue l'utilisation d'animaux à cycle court tels que la volaille, les petits ruminants et les porcs qui se prêtent davantage au ciblage des communautés rurales pauvres que le bétail plus grand. Les activités de ce volet portent sur la gamme entière des technologies et des processus, allant de la production et de la santé au marketing des produits. Cet élément élevage du volet Diversification du SPFS est particulièrement pertinent dans les régions affectées par le VIH/SIDA où les petits animaux sont essentiels pour maintenir la sécurité alimentaire et apporter des sources de revenus à des ménages privés de leurs membres adultes actifs. Actuellement, 74 pays participent au programme dont le chiffre d'affaires s'élève à 494 millions \$ depuis son démarrage en 1994.

Elevage et environnement

46. L'Initiative de l'Elevage, de l'Environnement et du Développement (LEAD) est un projet interinstitutionnel du secrétariat de la FAO. Le programme de LEAD vise à protéger et renforcer les ressources naturelles affectées par l'élevage tout en réduisant la pauvreté. Les premiers travaux de LEAD ont déterminé les conséquences, à l'échelle mondiale, d'une plus grande pression exercée sur les systèmes de pacage et de culture mixte et les dangers des nouveaux modes de production industrielle. Ces travaux ont mis à jour la relation étroite et complexe entre les politiques publiques et les conséquences de l'élevage pour l'environnement et ont avancé un grand nombre de technologies qui sont disponibles pour parer aux effets négatifs de tous les modes de production, du moment qu'il existe un cadre de politiques adéquates. Le projet compte les objectifs suivants :

- Améliorer la communication et la pertinence des questions de recherche et de développement concernant les liens entre l'élevage et l'environnement, à savoir les conséquences sociales de la transformation en cours du secteur de l'élevage et la dégradation des ressources qui y est associée.
- Réaliser toute une série de projets-pilotes de recherche et de développement portant sur les liens essentiels entre l'élevage et l'environnement, notamment l'intégration élevage-faune sauvage, le déboisement dû aux pratiques d'élevage et l'intégration, sur une zone entière, d'activités spécialisées d'agriculture et d'élevage.
- Mettre au point des outils spécifiques pour faciliter la prise de décisions concernant les questions liées à l'élevage et à l'environnement, conçus pour adapter les principes généraux d'une gestion améliorée de l'interaction élevage-environnement aux conditions et besoins régionaux spéciaux.

- Faciliter le dialogue sur le plan des politiques au niveau du pays et concourir à la formulation des politiques, intégrant des concepts novateurs aux divers niveaux décisionnels pour « vulgariser » les questions de l'élevage-environnement dans le contexte du développement économique et social en général.

47. L'Initiative LEAD a mis en œuvre le projet « soutien décisionnel pour les questions de l'élevage et de l'environnement » venant appuyer la prise de décisions pour maximiser les interactions positives et minimiser les interactions négatives entre l'élevage et l'environnement. Les principaux buts du projet sont les suivants : sensibiliser davantage à ces interactions entre l'élevage et l'environnement et mieux comprendre de tels liens ; définir des mécanismes pour gérer adéquatement les questions liées à l'élevage et à l'environnement aux niveaux national et régional et incorporer les concepts de l'élevage et de l'environnement aux politiques et projets des gouvernements et des bailleurs de fonds.

Elevage et réduction de la pauvreté

48. Plus de la moitié des pauvres vivant dans les zones rurales du monde dépendent essentiellement de l'élevage comme moyen de subsistance. L'élevage était leur seul recours mais cela peut aussi devenir un moyen de s'en sortir et d'échapper à cette pauvreté : une telle issue dépendra non seulement du champs de croissance économique mais également de l'existence d'un contexte politique et institutionnel qui favorise la participation du pauvre aux avantages d'une telle croissance. Le mécanisme de la politique de l'élevage en faveur du pauvre (PPLPF), sous l'égide de la FAO, traite de ces questions et initiatives en vue de réduire la pauvreté par l'entremise de la formulation de politiques relatives à l'élevage, au niveau international et national, qui garantissent des pratiques d'élevage équitables, salubres et sans risques. Seulement, le secteur de l'élevage est aux mains de grands producteurs dans un grand nombre de pays. Les possibilités de réduire la pauvreté, à vaste échelle, grâce à l'élevage ne pourront être saisies que s'il existe des politiques qui baissent les barrières financières, techniques et culturelles auxquelles se heurtent les petits éleveurs tout en réduisant parallèlement leurs risques et vulnérabilité.

49. Aussi, le PPLPF cherchera-t-il, par l'entremise d'alliances stratégiques visant à exploiter au maximum l'avantage comparatif de la FAO et des divers partenaires, à encourager et à faciliter l'évolution conceptuelle liée aux objectifs suivants :

- Créer et renforcer les capacités des pauvres pour qu'ils puissent agir par eux-mêmes.
- Engager les pauvres en tant que partenaires partageant les mêmes droits et responsabilités.
- Créer des incitations pour que les pauvres mobilisent des ressources.

- Encourager la création d'organisations communautaires.
- Protéger les biens des pauvres pour réduire leur vulnérabilité.

50. Cinq plates-formes régionales du PPLPF sont envisagées pour l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest et les Andes comme forums qui facilitent l'échange d'informations et pour établir des contacts entre parties prenantes dans le but de créer et renforcer les coalitions du changement et étendre la gamme des interventions d'élevage en faveur du pauvre, aux niveaux sous-national, national, régional et international tout en renforçant l'efficacité de ces interventions.

Maladies animales limitant la productivité du secteur et sa contribution aux buts du développement international – Cadre global de la lutte contre la fièvre aphteuse et d'autres maladies animales transfrontalières (GF-TAD)

51. La FAO et l'OIE ont pris l'initiative de proposer le Cadre global de lutte contre la fièvre aphteuse et d'autres maladies transfrontalières (GF-TAD) en réponse aux pertes économiques pour les éleveurs du monde entier suite aux épidémies des maladies transfrontières des animaux telles que la fièvre aphteuse (1997-2001), la fièvre porcine dans les Caraïbes et en Europe (1996-2002), la peste bovine dans les plaines de la Somalie (2001) et la fièvre de la vallée du Rift dans la péninsule arabe (2000).

52. Plusieurs institutions internationales ont souligné l'importance de lutter contre les maladies animales transfrontalières à cause à leurs répercussions dévastatrices sur l'élevage, l'agriculture, le commerce et la sécurité alimentaire. Le Sommet mondial de l'alimentation en novembre 1996 a reconnu la menace des maladies transfrontalières des animaux et, par conséquent, les chefs d'Etat et les gouvernement se sont engagés à « prendre des mesures de prévention et une lutte progressive contre les maladies des animaux et des végétaux, surtout celles de nature transfrontalière, telles que la peste bovine, les tiques, la fièvre aphteuse et le criquet du désert... ». Le Comité international de l'OIE (2002) a demandé à l'OIE et à la FAO de mener une action internationale concertée pour combattre un certain nombre de maladies comportant de graves répercussions pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, l'innocuité alimentaire, la santé publique et l'accès aux marchés. La 31^e session de la Conférence de la FAO (2001) a reconnu les conséquences plus étendues et plus graves des épidémies de maladies animales à l'exemple des maladies transfrontalières et a souligné l'importance de continuer à combattre de telles maladies aux niveaux national, régional et international engageant toutes les parties concernées. Le Sommet mondial de l'alimentation (WFS :fyl) 2002 a réitéré l'engagement du Sommet de 1996 et a demandé une action spécifique et une contribution financière volontaire au Fonds fiduciaire global de la FAO pour faciliter les programmes de sécurité alimentaire et combattre les maladies transfrontalières.

53. Les diverses études présentent d'amples faits montrant que les maladies animales transfrontalières continueront à se propager si une action internationale concertée n'est pas prise pour mettre en place des mesures efficaces de prévention et de lutte progressive. Cette conclusion repose sur les hypothèses et prévisions d'une croissance sans précédent du secteur de l'élevage et de la consommation de produits animaux, surtout dans les pays en développement où les maladies animales transfrontalières revêtent un caractère endémique. Cette croissance aura probablement les traits suivants : absorbée dans les zones tropicales et subtropicales par les grandes exploitations agricoles et avec un commerce accru du bétail et des produits animaux sur les marchés informels et formels à l'échelle régionale et internationale.

54. Les buts de l'initiative, avalisée par le biais de nombreuses consultations avec des organisations régionales, des commissions et bureaux régionaux de la FAO et de l'OIE et des partenaires des systèmes agricoles nationaux sont les suivants :

- Protéger l'industrie de l'élevage des pays industrialisés et en développement contre les chocs répétés des épidémies infectieuses,
- Améliorer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus dans les pays en développement,
- Promouvoir un commerce sans risque du bétail et des produits animaux aux niveaux national, régional et international.

55. Par ailleurs, de tels buts ne sauraient être atteints que si on arrive à endiguer la propagation des principales maladies transfrontalières qui ont pour origine surtout les pays en développement.

56. Le programme GF-TAD sera mis au point selon quatre axes :

- Un système global d'alerte et de réponse précoce pour les principales maladies animales, qui sera co-géré par la FAO, l'OIE et l'OMS.
- La campagne mondiale de lutte contre les maladies animales transfrontalières en utilisant le modèle de la fièvre aphteuse. Cette dernière maladie a été retenue car toutes les régions ont indiqué qu'elle était importante. Elle concerne tant les pays développés que les pays en développement et c'est une bonne occasion de mettre au point des pratiques optimales de lutte contre les maladies dans toutes les régions du monde.
- L'éradication complète de la peste bovine dans le monde. Cette campagne repose sur la réussite des efforts actuels d'éradication de la peste bovine, autant pour achever ce combat unique d'éradication à l'échelle mondiale d'une maladie des animaux que pour mettre à l'épreuve de bonnes pratiques de prise en charge des maladies animales en utilisant l'enseignement dégagé par le programme d'éradication de la peste bovine.

- Une campagne régionale souple pour tenir compte des priorités régionales du point de vue maladies ciblées, épidémiologie et stratégie pour la lutte progressive contre la fièvre aphteuse et les maladies prioritaires retenues par les consultations régionales.

Conclusions

57. Un secteur dynamique de l'élevage peut être un moteur de croissance des économies rurales. Toutefois, cela demande un contexte de politiques pro-actives :

- La suppression des déformations au niveau des politiques qui augmentent artificiellement les économies d'échelle et défavorisent les petits producteurs.
- Le renforcement des capacités institutionnelles et d'infrastructure afin que les petits producteurs des zones rurales puissent livrer concurrence et prendre part à l'industrie de l'élevage.
- Un contexte favorable par l'entremise le cas échéant d'un investissement du secteur public afin que les producteurs puissent augmenter la production grâce une meilleure efficacité et plus grande productivité ; et
- Une réduction efficace des menaces pesant sur l'environnement, la santé animale et humaine.

Références

Delgado, C., M. Rosegrant, H. Steinfeld, S. Ehui and C. Courbois, 1999. *Livestock to 2020: The next food revolution*, Document de discussion 28 sur l'alimentation, l'agriculture et l'environnement, IFPRI, Washington, D.C.

Delgado, C. and C. Narrod, 2002. Impact of changing market forces and policies on structural change in the livestock industries of selected fast-growing countries. Version préliminaire du document de recherche IFPRI-FAO-LEAD préparé pour DfID.

DFID, 2000. Halving world poverty by 2015, economic growth, equity and security. Strategies for achieving the international development targets. Document de stratégie DFID. www.dfid.gov.uk/public/what/pdf/tsp_economic.pdf

FAO, 1996. World livestock production systems: Current status, issues and trends. Document FAO 127 sur la production et la santé animales, FAO, Rome

FAO, 1999. The Strategic Framework for FAO: 2000-2015, FAO, Rome

FAO, 2000. Agriculture: Towards 2015/30. Technical interim report, FAO, Rome

FAO, 2002. FAOSTAT, FAO, Rome

FAO, 2003. World agriculture: towards 2015/2030 – An FAO perspective (ed. J. Bruinsma), FAO, Rome

IFAD, 2001. Rural poverty report 2001. Oxford University Press, Oxford

LID, Livestock in Development, 1999. Livestock in poverty-focused development. Crewkerne, Somerset, U.K

McLeod, A., and J. Leslie, 2000. Socio-economic impacts of freedom from livestock disease and export promotion in developing countries. Document de discussion numéro 3 sur les politiques de l'élevage, FAO, Livestock Information and Policy Branch (AGAL).

Speedy, A. 2002. Global production and consumption of animal source food. Paper submitted to Conference: Animal Source Food for Nutrition in Developing Countries, Washington DC, 24-26 juin 2002

Steinfeld, H. 2002. Economic constraints on production and consumption of animal products. Document présenté à la conférence: Alimentation de source animale pour la nutrition dans les pays en développement, Washington DC, 24-26 juin 2002